

## **Lectures : Où va le capitalisme ?** **Sur les livres de Cédric Durand et de Robert Boyer**

**Jean-Marie Harribey**

15 novembre 2020

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2020/11/15/lectures-ou-va-le-capitalisme>

Au cours de cet automne, deux livres ont été publiés pour proposer une analyse de la situation de l'économie capitaliste mondiale dans le contexte d'une part de la transformation des structures productives induites par la révolution numérique, et d'autre part de l'arrêt brutal de l'économie à cause de la pandémie du coronavirus. Il s'agit de *Techno-féodalisme, Critique de l'économie numérique* (La Découverte, Zones, 2020) de Cédric Durand, et de *Les capitalismes à l'épreuve de la pandémie* (La Découverte, 2020) de Robert Boyer.

Plusieurs points communs rapprochent ces auteurs : ce sont des économistes, mais qui nous proposent une analyse socio-économique, et ils se placent clairement hors de l'orthodoxie dominante en économie. Plus précisément, se situant pour l'un dans une filiation marxienne, et pour l'autre dans celle de l'École de la régulation, il sera intéressant de voir la portée de cette proximité relative.

### **Un nouveau féodalisme sous l'impact du numérique ?**

Cédric Durand fait partie de cette génération de jeunes économistes qui ont renoué ces dernières années avec une approche tirant parti des concepts de Marx pour comprendre l'évolution du capitalisme contemporain. On lui devait déjà *Le capital fictif*<sup>1</sup>, dans lequel il montrait la prédation du capital financier sur la société. Dans *Techno-féodalisme*, il prend le problème par un autre angle, celui de l'avènement de l'économie numérique, de la digitalisation des processus productifs et des conséquences sur les rapports sociaux. Loin de promettre une « nouvelle économie » dans le sens d'un progrès, ces transformations font courir le risque d'une « grande régression » (en couverture) ou d'une « dégénérescence » (p. 227).

Quatre chapitres structurent cet ouvrage. Le premier démystifie « l'économie californienne » qualifiée de « misère ». La Silicon Valley est le lieu et le théâtre où s'est forgé un modèle industriel censé propulser une nouvelle dynamique du capitalisme, mais aussi fournir une légitimation idéologique à celui-ci, un « noyau doctrinaire » (p. 21). En quoi ce modèle fut-il à sa naissance un mythe qui ne tarda pas à se fissurer ? « Il s'agit de projeter à l'échelle globale les aspirations communautaires et antiautoritaires de la contre-culture, en donnant aux individus augmentés technologiquement les moyens de s'émanciper des grandes entreprises et du *Big Government* ». (p. 24)<sup>2</sup>. Les choses ne sont pas restées longtemps fidèles à un esprit

---

<sup>1</sup> C. Durand, *Le capital fictif, Comment la finance s'approprie notre avenir*, Les Prairies ordinaires, 2014. Pour une discussion de ce livre, voir J.-M. Harribey, « La baudruche du capital fictif, Lecture du *Capital fictif* de Cédric Durand », *Les Possibles*, n° 6, Printemps 2015 (<https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-6-printemps-2015/debats/article/la-baudruche-du-capital-fictif>) ; suivi de C. Durand, « Sur le capital fictif, Réponse à Jean-Marie Harribey », *Les Possibles*, n° 6, Printemps 2015 (<https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-6-printemps-2015/debats/article/sur-le-capital-fictif>) ; et de F. Chesnais, « Capital fictif, dictature des actionnaires et des créanciers : enjeux du moment », *Les Possibles*, n° 6, Printemps 2015 (<https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-6-printemps-2015/debats/article/capital-fictif-dictature-des>).

<sup>2</sup> On pourra lire aussi de Dominique Cardon, *Culture numérique*, Presses de Sciences Po, 2019.

libertaire, car « il s'agit de renverser, au nom de l'innovation, dans un esprit schumpetérien, les règles établies. De Google jusqu'à Uber en passant par Facebook, les entreprises de la Silicon Valley ne se sont pas privées d'agir hors de tout cadre légal, voire contre les règles existantes, pour imposer leurs innovation par le fait accompli. » (p. 33). La destruction créatrice, la flexibilisation du marché du travail et la fixation de nouveaux droits de propriété par les brevets deviennent les axes de « l'idéologie californienne ». Mais tout cela ne va pas sans paradoxes. Derrière l'éloge de la start-up, les monopoles reviennent, s'appropriant avec un « appétit vorace les projets des autres » (p. 45) ; l'intensification de la concurrence fit long feu et « la tendance historique à la socialisation de la production » (p. 50) conforme au mouvement d'accumulation du capital analysé par Marx reprit son cours. « Ce constat contredit la promesse de l'idéologie californienne d'augmentation du pouvoir d'agir des individus grâce au numérique. » (p. 61). Pire encore pour l'idéologie, « l'idée même de Silicon Valley, dans son principe, n'est pas généralisable » (p. 68). L'Europe en sait quelque chose : croyant que le marché se chargerait de sélectionner gagnants et perdants pour impulser une nouvelle dynamique, elle s'est perdue à vouloir ne « tolérer aucune forme d'encasernement par l'État-nation » (p. 80). L'« imposture libérale » (p. 87) de la marchandisation s'est alors traduite par « le délitement des services publics et de la protection sociale » (p. 88).

Dans le deuxième chapitre, Durand montre que s'instaure une « domination numérique » exercée par les plateformes numériques. Un nouvel « extractivisme » est à l'œuvre pour « prendre le contrôle des espaces d'observation et de captation des données issues des activités humaines » (p. 97). Le « capitalisme de surveillance » (p. 106) est en marche, car les algorithmes utilisés par Amazon, Google, Facebook et autres sont chargés non « pas d'accroître la prédictibilité des comportements, mais bel et bien de les *piloter* » (p. 114). « La capture des données nourrit les algorithmes, et ceux-ci viennent en retour guider les conduites, les deux se renforçant mutuellement dans une boucle de rétroaction » (p. 125). Il faut donc comprendre que les données qui sont « chassées » recèlent une « puissance sociale » (p. 126). Et Durand décrit le système mis en place par le pouvoir chinois de « crédit social » pour désigner « l'informatisation, l'automatisation et l'intelligentification de la gestion économique et sociale » (p. 147), comme une sorte de « ré-encastrement de l'économie dans le social » (p. 155), par le biais d'une coordination en forme de « contrôle social » (p. 138) automatique mené par les plateformes.

Le troisième chapitre est consacré au thème central du livre : « L'essor du numérique nourrit une gigantesque économie de rente, non pas parce que l'information serait la nouvelle source de valeur, mais parce que le contrôle de l'information et de la connaissance, c'est-à-dire la monopolisation intellectuelle, est devenu le plus puissant moyen de capter la valeur. » (p. 173). Captation de la valeur sous la forme de rentes dont Durand distingue quatre types : la rente légale de propriété intellectuelle (brevets notamment), la rente de monopole naturel (engendrant des économies d'échelle), la rente différentielle des intangibles (que facilite la fragmentation géographique des chaînes de valeur), la rente d'innovation dynamique (de type schumpetérien). Mais surgit un dilemme : faut-il briser les monopoles trop prédateurs au risque de se priver des économies d'échelle, d'augmenter les coûts de production, et de perdre les « complémentarités des diverses sources de données » et « la combinaison de plusieurs traitements algorithmiques » (p. 213) ?

La réponse ne peut être esquissée qu'après avoir exploré « l'hypothèse techno-féodale » qui constitue le quatrième chapitre du livre de Durand. L'auteur propose de revisiter le mode de production féodal et sa « structure logique » (p. 181) : domination permise par la possession de la terre, servage et captation du surproduit social qui prend progressivement le chemin du contrôle sur les moyens de production plutôt que celui du contrôle sur les personnes (p. 191).

Mais le féodalisme entre en crise lorsque le surplus concentré dans les mains du seigneur n'est pas utilisé productivement, condamnant à « l'atonie de la productivité » (p. 195).

Par analogie, les transformations que le capitalisme connaît aujourd'hui sont interprétées par Durand comme un nouveau féodalisme, justement à cause du phénomène de captation de la valeur permise par la domination du numérique, sous forme de rente, qu'il a analysé précédemment. Et, dans la lignée de la théorie de Marx mais aussi de Veblen, Durand enfonce le clou : les plateformes se distinguent moins par la création que par la captation de valeur. « Je ne considère pas que l'information soit en passe de devenir le principal mode de production de valeur. [...] L'économie politique du digital relève à mes yeux principalement de la problématique de la rente » (p. 209). Et cela parce que « la maximisation des revenus du capital ne dépend pas de la maximisation de la production mais plutôt de la maximisation du contrôle sur la collectivité en général, un contrôle qui passe par la maîtrise d'éléments stratégiques – des actifs intangibles, des connaissances réservées ou des biens de production exclusifs, autant d'éléments rassemblés sous le terme de *goodwill*. » (p. 222).

La conclusion de l'auteur est alors que « l'heure languissante de la subsumption pleine au capital a sonné », car « par la négation de l'activité autonome et créatrice, les subjectivités individuelles et collectives sont disloquées. Le travail est pris dans cette mystification, les individus ne sont plus rien, le capital est tout. Les épidémies contemporaines de souffrance professionnelle procèdent en partie d'une telle dynamique de désaffection, qui diminue les sujets et les déréalise. » (p. 230).

Au terme de la lecture de cet ouvrage bien documenté et pédagogique sur un sujet rendu complexe par la dynamique des transformations actuelles, je poserai deux questions pour engager la discussion. La première porte sur le concept de féodalisme importé par Cédric Durand pour analyser le capitalisme actuel. Puisqu'il dit lui-même que le féodalisme se caractérisait par une exploitation et une domination sur les paysans-serfs en tant que personnes productives, comment le concept peut-il rendre compte de la domination subie par les utilisateurs d'internet qui ne produisent rien en tant que consommateurs, mais dont les caractères et les données sont appropriés par les monopoles numériques ? On comprend bien que le point commun entre le féodalisme et le capitalisme numérique est la rente captée. Mais qui produit la valeur captée par ce dernier ? Que serait un capitalisme dont la production de valeur deviendrait évanescence ? En route vers la grande crise ?

La seconde question découle de la précédente. Pourquoi Cédric Durand ne fait-il qu'une allusion très rapide de quelques lignes (p. 220) à la formidable captation de la rente par la sphère financière, qu'il avait analysée dans son précédent livre ? La captation de valeur par les entreprises du numérique n'est-elle pas l'une des figures de la prédation générale par les actionnaires dans l'ensemble du capitalisme au cours de cette phase historique où celui-ci n'arrive plus à faire engendrer un progression rapide de la productivité du travail, sur laquelle l'auteur ne dit presque rien ? Autrement dit, il y a matière pour rapprocher la faiblesse de la dynamique productive du capitalisme actuel et les différentes modalités de la prédation capitaliste. Il y a une permanence, une continuité dans la logique du capitalisme<sup>3</sup>. C'est ce dont on va discuter aussi avec le livre suivant.

---

<sup>3</sup> Il faut dire que l'un des mérites du livre de Cédric Durand est de fournir une somme impressionnante de références très utiles, principalement en langue anglaise. Si son analyse du numérique est originale, il existe aussi des travaux menés en France sur la captation de valeur dans une perspective proche de la sienne (et qu'il avait développée dans son précédent livre), et cela depuis longtemps. Voir notamment M. Husson, « "Stagnation séculaire" ou "croissance numérique" ? », janvier 2016, <http://hussonet.free.fr/stagna16.pdf> ; « Deux ou trois choses que je sais du capitalisme financiarisé », Colloque « Actionnaires tortionnaires », Charleroi, 21 janvier 2017, <http://hussonet.free.fr/caterpil.pdf>. Et plus anciennement, J.-M. Harribey, « La financiarisation de l'économie et la captation de valeur », in J.-C. Delaunay (dir.) *Le capitalisme contemporain, Questions de fond*, L'Harmattan, 2001, p. 67-111, <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/monnaie/valeur-captee.pdf> ; « L'entreprise sans usines ou la captation de la valeur », *Le Monde*, 3 juillet 2001, <http://harribey.u->

## Plusieurs capitalismes ?

On ne présente plus Robert Boyer, l'un des principaux économistes fondateurs de l'École de la régulation et l'un des rares à avoir, depuis plus de quarante ans, continué de suivre le fil conducteur du rapport salarial dans un cadre socio-institutionnel historique donné pour comprendre l'évolution *des* capitalismes. Le pluriel est ici important parce que Boyer propose une présentation des trajectoires possibles que pourraient suivre les économies enferrées aujourd'hui dans la crise du coronavirus, et qui sont loin de présenter un visage unique.

Rédigé à chaud, en plein coma artificiel de l'économie, le livre ne prétend pas fournir une clé de compréhension globale et achevée de la situation actuelle, tellement l'incertitude radicale règne, à propos de l'évolution du virus Covid-19, des mises au point des vaccins et des traitements, et donc de la pertinence des mesures prises par les gouvernements alternant tout et le contraire de tout d'un jour à l'autre. L'auteur a la précaution de proposer des hypothèses de réflexion, non pas un prêt à penser mais un programme de recherche.<sup>4</sup>

La première idée avancée par Boyer, et qui revient à plusieurs reprises dans son ouvrage, est que la crise due à l'irruption soudaine du coronavirus Covid-19 n'est pas endogène à l'économie, au point d'émettre de sérieuses réserves sur l'emploi du mot « crise ». Il faut donc, selon lui, se défaire d'un « vocabulaire impropre, hérité des crises du passé » (p. 20). Pourquoi ? Parce que cet événement est totalement « inattendu » (p. 7). En 2020, il s'agit d'un choc « essentiellement non économique » (p. 99). Boyer s'inscrit donc dans la première controverse qui a traversé la profession des économistes au début du printemps 2020 : comment fallait-il diagnostiquer la nature de cette « crise » ? La thèse la plus souvent soutenue à l'époque était grosso modo celle de Boyer : la crise était « exogène » à l'économie, disaient la plupart des commentateurs<sup>5</sup>. Deux problèmes analytiques ne sont pas résolus avec cette caractérisation.

D'abord, s'il est indéniable que la décision d'interrompre l'activité économique par le confinement fut prise par le pouvoir politique et que cette interruption ne résulte pas d'une récession au sens habituel, c'est-à-dire « endogène » (p. 95) au développement économique, l'origine de la pandémie n'est pas sans lien avec l'évolution du système économique qui a favorisé les zoonoses à cause du recul de l'habitat de la faune sauvage provoqué par le mode

bordeaux.fr/travaux/valeur/sans-usines.html ; « Le régime d'accumulation financière est insoutenable socialement et écologiquement », in J.-M. Harribey et M. Löwy (dir.), *Capital contre nature*, PUF, Actuel-Marx Confrontation, 2003, p. 101-129, <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/soutenabilite/insoutenabilite.pdf> ; F. Chesnais (dir.), *La finance mondialisée, Racines sociales et politique, configuration, conséquences*, La Découverte, 2004 ; S. de Brunhoff, F. Chesnais, G. Duménil, D. Lévy, M. Husson, *La finance capitaliste*, PUF, Actuel-Marx Confrontation, 2004.

<sup>4</sup> R. Boyer a publié plusieurs textes complémentaires à son livre : Boyer Robert, « Le capitalisme sort considérablement renforcé par cette pandémie », Propos recueillis par Antoine Reverchon, *Le Monde*, 3 octobre 2020 ; « Comment le Covid-19 remodèle l'économie : Une pandémie, deux avenir », *Le Monde diplomatique*, novembre 2020 ; « De la crise du capitalisme financier à celle de l'État néolibéral : la Covid-19 », *AOC*, 9 novembre 2020, <https://aoc.media/analyse/2020/11/09/de-la-crise-du-capitalisme-financier-a-celle-de-letat-neoliberal-la-covid-19>.

<sup>5</sup> Voir par exemple, Christian Chavagneux, « La crise du coronavirus n'est pas une nouvelle crise des subprimes », *Alternatives économiques*, 11 mars 2020, <https://www.alternatives-economiques.fr/christian-chavagneux/coronavirus-nest-une-nouvelle-crise-subprimes/00092179> ; « C'est bien une crise de la demande », *Alternatives économiques*, 2 mai 2020, <https://www.alternatives-economiques.fr/christian-chavagneux/cest-bien-une-crise-de-demande/00092683>. Cette idée continue d'être développée huit mois plus tard : M. Plane, « Prévoir en terre inconnue », *Le Monde*, 15 et 16 novembre 2020. La discussion eut même lieu chez les Économistes atterrés : voir J.-M. Harribey, « La crise est plus systémique que conjoncturelle », 5 mai 2020, <https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2020/05/05/la-vie-au-ralenti-journal-d-un-confine-50-la-crise-est-plus-systemique-que-conjoncturelle> et <https://blogs.alternatives-economiques.fr/les-economistes-atterres/2020/05/05/une-crise-systemique-et-non-conjoncturelle>.

de développement capitaliste. Autrement dit, il convient de distinguer la décision de mettre l'économie à l'arrêt et les causes qui ont amené à la prendre, qui ne sont pas, selon moi, dans un « virus venu d'ailleurs » (p. 95).

Ensuite, cette pandémie est survenue sur fond de contradictions sociales, économiques et écologiques qui se sont amassées et agglutinées depuis plusieurs décennies de capitalisme néolibéral. La plus visible de ces contradictions, lorsque la pandémie a fait rage, c'est le dénuement complet du système de santé pour y faire face, après tant d'années d'austérité imposée à l'hôpital. Et Boyer l'indique plusieurs fois : « Le désarroi est grand lorsque la rapide progression des infections oblige à des mesures radicales – le confinement – faute d'avoir prévu et préparé les moyens d'une stratégie efficace : tester, tracer et isoler. [...] La décision de nombreux gouvernements de donner la priorité à la défense des vies humaines par rapport à la poursuite de la normalité économique inverse la hiérarchie traditionnelle instituée par les programmes antérieurs de libéralisation, qui avaient affaibli le système de santé. » (p. 10-11). Un « secteur de la santé fragilisé par les transformations antérieures au coronavirus » (p. 84). « Le coronavirus a accentué les tendances déjà présentes depuis au moins une décennie : fin du rôle moteur des exportations dans la croissance mondiale, redéploiement des investissements directs, réduction de la diversification internationale des placements financiers, conflits récurrents autour de la protection des droits de propriété intellectuelle. » (p. 98).

Ainsi, le choc a eu beau être « inattendu », sa « probabilité augmentait avec la mobilité internationale » (p. 10), et cela d'autant que « l'année 2020 a marqué l'entrée dans une grande crise, non pas seulement du fait des pertes économiques en termes de PIB et de paupérisation de certaines fractions de la société, mais aussi et surtout de l'arrivée aux limites de régimes socio-économiques incapables d'assurer les conditions de leur reproduction à long terme » (p. 26). C'est exactement ce que j'ai appelé « le trou noir du capitalisme »<sup>6</sup> ; mais alors, il faut abandonner les interrogations du type choc d'offre ou choc de demande, un vocabulaire qui renvoie à la conjoncture alors qu'on est en pleine crise structurelle et même systémique. Boyer a raison d'affirmer qu'on ne peut guère tirer de leçons des expériences de crises du passé et des solutions qu'on a pu y trouver pour inventer des parades au coronavirus. Encore faut-il identifier la racine des événements sur lesquels le coronavirus s'est invité. Or, le capitalisme mondial est plongé depuis plusieurs décennies dans un ralentissement très fort de la progression de la productivité du travail, qui finit par obérer la rentabilité réelle du capital, que n'a pas réussi à surmonter (au moins pour l'instant) la révolution informatique, numérique et robotique, obligeant le capital à une fuite en avant financière de captation de la valeur. Et Boyer fait deux fois une très rapide allusion à « la stagnation des gains de productivité » (p. 27 et 133) qui n'est pas postérieure à la crise de 2007 mais qui lui est antérieure. Et il atteste de « la décélération de la croissance chinoise » et du « ralentissement de l'économie mondiale, avant même le coronavirus » (p. 132).

S'ouvre alors une deuxième grande discussion à laquelle invite le livre de Boyer. Puisque « le coronavirus [est] un catalyseur, un accélérateur de transformations inscrites dans le temps long » (p. 99, voir aussi p.177), il convient d'analyser le développement d'un « capitalisme de plateforme » et d'une « société de surveillance » (p. 99). Boyer s'attelle à la problématique vue ci-dessus avec Cédric Durand. On reconnaît une proximité entre les deux auteurs. Ici, « ces multinationales [Apple, Amazon, Alphabet-Google, Facebook] sont présentes dans le monde entier et prospèrent par l'organisation d'une place de marché numérisée et surtout la collecte et le traitement de grandes bases de données couvrant la plupart des secteurs d'activité, dont l'exploitation livre des rentabilités sans commune mesure avec celles des secteurs traditionnels qui restent attachés à la transformation de la matière. » (p. 100).

---

<sup>6</sup> J.-M. Harribey, *Le trou noir du capitalisme, Pour ne pas y être aspiré, réhabiliter le travail, instituer les communs et socialiser la monnaie*, Le Bord de l'eau, 2020.

Mais le constat commun s'arrête là, car Boyer ne prononce pas le mot de captation de valeur et il parle plutôt de « valorisation de leur capital intangible par les acteurs de la Bourse » (p. 100) et d'« un capital immatériel dont la valorisation est au cœur des Bourses et des marchés financiers » (p. 172). Une thèse qui semble contredire celle avancée plus tôt dans l'ouvrage : « une finance de marché sans activité économique [est] un oxymore » (p. 22). Cela signifie que « les GAFAM ont de grandes chances de survivre et de se renforcer, ce qui n'est pas le cas de toutes les entreprises dont la rentabilité disparaît si perdure la distanciation sociale (transport aérien, tourisme, restauration, spectacles, culture) » (p. 101), mais à condition, à mon sens, que la base réelle de la captation de valeur perdure, sauf à croire en la fécondité des marchés financiers et à « l'époque d'une accumulation tirée par l'innovation financière » (p. 170). Pourtant, Boyer confirme implicitement le point que je soulève : « Les entrepreneurs qui vivent de la rente sont aux antipodes de l'innovateur schumpétérien » (p. 133). La contradiction est majeure aujourd'hui : la préoccupation de l'avenir ne peut pas s'épanouir avec une exigence de rentabilité élevée, ne serait-ce qu'à cause de l'adoption d'un taux d'actualisation des retours d'investissement élevé.

Le principal intérêt de ce livre de Boyer réside moins dans l'analyse théorique de la situation à laquelle est parvenue l'économie mondiale que dans les perspectives de bifurcation qui pourraient s'ouvrir après la sortie de la pandémie. Avec beaucoup de prudence, compte tenu de l'incertitude radicale qui pèse sur l'avenir – même proche –, Boyer avance que deux (ou trois) modèles pourraient surgir, mais non exclusifs, d'où le titre de son livre au pluriel « les capitalismes »<sup>7</sup>. Le premier est celui d'un capitalisme numérique sur le modèle des GAFAM, acteurs majeurs d'un système privé très concentré. Ces grandes multinationales jouissent de nombreux avantages (rendements d'échelle croissants, appropriation et centralisation des données) et imposent leurs conditions (contrats de travail léonins ou transformés en contrats de service, et peu ou pas d'impôts). L'envers de ce décor, estime à raison Boyer, est le risque d'un accroissement insupportable des inégalités, et donc des tensions sociales, et aussi d'un renforcement du contrôle social exercé par des organismes privés de taille gigantesque.

Le deuxième modèle est celui de l'État capitaliste autour de la nation, rendu possible par l'évanouissement des prétendus bienfaits de la mondialisation. Mais il peut y avoir deux variantes de ce modèle. Celle incarnée par la Chine, alliant une capacité industrielle hors normes et un contrôle social draconien. Et celle d'États dirigés par des gouvernements « populistes » exacerbant l'identité nationale pour s'opposer aux migrations et prôner un protectionnisme rigoureux.

Ces modèles peuvent coexister parce que le capitalisme numérique nourrit les replis nationaux par la désintégration des tissus productifs et sociaux qu'il provoque. C'est ce qui conduit Boyer (dans son entretien accordé au *Monde*) à penser que le capitalisme sort renforcé de la pandémie, notamment parce qu'il a pu accélérer la mise au télétravail, transformant le geste barrière en une vraie « distance sociale »<sup>8</sup>. Au milieu de tout cela, la position de l'Union européenne est très instable, jamais à l'abri d'une crise de l'euro, au point de poser la question « vers la fin de l'euro ? » (titre du chapitre 8, p.137), sans que l'on sache si une plus grande intégration européenne, qui semble avoir la préférence de Boyer, serait une solution (p. 137 et suiv.).

En filigrane de ces ébauches de modèles institutionnels futurs proposées par Boyer, se pose le problème fondamental que la pandémie a mis au jour : l'inversion des priorités, l'inversion

<sup>7</sup> La thèse de la pluralité des capitalismes est défendue au-delà de l'École de la régulation ; par exemple, P. Artus, « Il n'y a pas un seul capitalisme néolibéral », *Flash Économie*, n° 1241, 30 octobre 2020, <https://bit.ly/2HOQj72>.

<sup>8</sup> Voir une critique de ce concept dans J.-M. Harribey, « De quoi la distanciation sociale est-elle le nom ? », 14 mai 2020, <https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2020/05/14/de-quoi-la-distanciation-sociale-est-elle-le-nom>.

des valeurs philosophiques et politiques entre, d'un côté, la perpétuation de la suprématie de l'ordre économique dominant, et, de l'autre, un choix de développement « anthropogénétique » (p. 159) en faveur de la santé, de l'éducation et de la culture (chapitre 5, p. 83). Même si, assez curieusement, Boyer ne s'appesantit pas sur le travail, la relation travail/capital, ni sur l'articulation entre crise sociale et crise écologique, il est clair pour lui que ce qui est à l'ordre du jour, c'est l'invention d'un nouveau mode de développement humain qu'ailleurs on appellerait soutenable dans sa double dimension sociale et écologique. Et on peut partager totalement ce souhait normatif de Boyer. « L'avenir reste ouvert » écrit-il en conclusion (p. 177). Mais il en discerne les difficultés :

« Ce renversement de la hiérarchie est remarquable : les progrès dans la lutte contre le virus informent les perspectives d'une reprise économique et à son tour la finance actualise ses évaluations. Est-il transitoire ou annonce-t-il la reconnaissance du mode de développement original qui ferait de l'éducation, la santé et la culture l'axe directeur de sociétés, et où la production de biens standard aurait pour finalité de financer ces trois activités ? Ce serait certes conforme à une tendance séculaire à leur croissance relative, cela correspondrait aux demandes des producteurs de ces services et aux attentes des citoyens lassés de la relance permanente de la consommation de biens frappés d'obsolescence. Mais n'est-ce pas une utopie alors que s'annonçaient de douloureux arbitrages entre lutte contre le chômage, soutien aux entreprises et verdissement de l'économie, dans un contexte de quasi-stagnation ? » (p. 182).

Terminons alors par trois remarques. La première est qu'il y aurait une contradiction à soutenir que le financement de la santé, l'éducation et la culture serait assuré par la production industrielle capitaliste, alors qu'il y a, dit Boyer, une inversion des proportions respectives entre production « standard » et production de type qualitatif. Et ce serait méconnaître le caractère productif des activités de services non marchands et retomber dans l'aporie du travail improductif qui y est employé, véhiculée sans relâche par l'idéologie libérale et aussi le discours marxiste orthodoxe<sup>9</sup>.

La deuxième remarque est qu'une autre contradiction surgirait si l'on ne concevait la possibilité de résorber le chômage qu'en recourant à une croissance économique, alors qu'on souhaiterait inverser les priorités. D'où la nécessité de continuer à parler du travail, de ses conditions et de sa durée.

La troisième remarque est que, s'il l'on suit l'enseignement principal de l'École de la régulation, à savoir que le capitalisme s'analyse toujours comme un entrelacement des rapports sociaux et du cadre socio-institutionnel (droit, régulation, monnaie...) dans lequel ils s'insèrent, alors il n'y a aucune raison de s'inquiéter de la possibilité de financer le renversement de la hiérarchie des choix sociaux : la société pourra décider d'affecter des forces de travail à produire du soin, de l'éducation et de la culture, dès lors que la maîtrise collective de la création de monnaie et l'instauration d'une fiscalité juste seraient effectives pour respectivement financer et payer cette production<sup>10</sup>. Et ceci est du ressort du rapport des forces dans la société entre les classes. Au-delà de leurs différences « les capitalismes » présentent toujours un grand point commun : le capital exploite le travail et il n'y a pas de valeur ajoutée qui ne provienne de ce dernier.

Où va le capitalisme ? Nous n'en savons trop rien, pour ne pas dire nous n'en savons vraiment rien. Mû par sa propre logique, il nous ferait aller dans un mur. Mais les forces sociales travaillant à tisser les conditions de l'émancipation humaine n'ont jamais dit leur dernier mot. De là l'intérêt des livres roboratifs qui obligent à remettre constamment sur le métier les

<sup>9</sup> Voir J.-M. Harribey, *La richesse, la valeur et l'inestimable, Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste*, Les Liens qui libèrent, 2013.

<sup>10</sup> Rappelons que, selon Keynes, le financement d'une production est toujours *ex ante* et son paiement *ex post*.

analyses du réel. Les économistes qui raisonnent en termes de sciences sociales peuvent alors apporter leur concours à la mise au jour des contradictions sociales. Les deux livres de Cédric Durand et de Robert Boyer sont très utiles dans cette perspective, tant par leurs propositions que par les questions que celles-ci soulèvent.

### **La santé et l'espérance de vie pour guider l'économie ?**

et *Et si la santé guidait le monde ? L'espérance de vie vaut mieux que la croissance* (Les Liens qui libèrent, 2020) d'Éloi Laurent.

La recension que je propose du troisième livre, celui d'Éloi Laurent, s'enchaîne très bien avec le propos tenu à l'instant sur l'inversion des priorités à accomplir. Laurent est un chercheur de la nouvelle génération qui a fait ses premières armes au sein de l'OFCE, au côté de l'ancien président de cet institut, Jean-Paul Fitoussi. Il avait d'ailleurs signé avec celui-ci en 2008 un premier essai *La Nouvelle écologie politique, Économie et développement humain* (Seuil). Depuis cette époque, Laurent a fait du chemin de façon autonome et a abandonné la vision de la soutenabilité faible du développement, résumée dans une formulation qui mériterait de figurer au musée de l'économie néoclassique de l'environnement : « On peut donc décider d'une croissance aussi forte que l'on veut (donc d'un prélèvement correspondant sur les stocks de ressources) à condition de disposer d'un niveau de connaissances suffisant pour assurer la pérennité du système. »<sup>11</sup>

En 2011, Laurent publiait seul *Social-écologie* dans lequel il écrivait exactement le contraire : « Si nous sommes privés des services que nous rendent gracieusement des écosystèmes dont la munificence s'épuise, toute notre intelligence ne suffira pas à leur substituer des artefacts pour satisfaire nos besoins élémentaires : respirer, boire, manger, contempler. »<sup>12</sup> Laurent a poursuivi en traçant son sillon vers une adhésion de plus en plus nette vers la conception forte de la soutenabilité et pour associer définitivement le social et l'écologie, mais sans sortir du capitalisme<sup>13</sup>.

<sup>11</sup> J.-P. Fitoussi et É. Laurent, *La Nouvelle écologie politique, Économie et développement humain*, Seuil, 2008, p. 54. Pour une recension critique, J.-M. Harribey, « La croissance élitiste », *Le Sarkophage*, n° 9, novembre 2008, <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/soutenabilite/cr-croissance-elitiste.pdf>.

L'OFCE m'invita à présenter mes travaux sur la soutenabilité le 18 juin 2002 dans un séminaire rassemblant beaucoup de spécialistes de l'environnement qui semblaient s'étonner de l'insistance mise sur la soutenabilité forte à la fois sociale et écologique. La différence entre la soutenabilité faible et forte est que la première parie sur la substituabilité du capital manufacturé aux ressources naturelles, nommées « capital naturel », au fur et à mesure de leur épuisement (hypothèse néoclassique adoptée par toutes les instances internationales), tandis que la seconde rejette cette hypothèse au profit de celle de la complémentarité des facteurs de production (voir J.-M. Harribey, *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, L'Harmattan, 1997 ; *La richesse, la valeur et l'inestimable*, op. cit.)

<sup>12</sup> É. Laurent, *Social-écologie*, Flammarion, 2011, p. 11. Pour une recension, J.-M. Harribey, « Pour éviter que la social-écologie se noie dans le calcul ou Les valeurs commandent nos choix, mais on ne mesure pas ces valeurs », 31 mai 2011, <https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2011/05/31/pour-eviter-que-la-social-ecologie-se-noie-dans-le-calcul-ou-les-valeurs-commandent-nos-choix-mais-on-ne-mesure-pas-ces-valeurs>.

Dans cet ouvrage, bien qu'ayant abandonné la soutenabilité faible, l'auteur restait en partie prisonnier des catégories fondamentales de la théorie néoclassique, notamment la valeur-utilité, le capital naturel, la commensurabilité entre les valeurs éthiques et la valeur économique.

<sup>13</sup> Dans *Sortir de la croissance : mode d'emploi*, Les Liens qui libèrent, 2019, Laurent estime que le capitalisme et la croissance économique ne sont pas nécessairement liés et il place sa réflexion dans le sillage de la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi qui redéfinit les indicateurs de richesse et bien-être. Voir aussi du même auteur, « On peut sortir de la croissance sans sortir du capitalisme », 2019, <https://www.sciencespo.fr/ACTUALITES/ACTUALITES/ON-PEUT-SORTIR-DE-LA-CROISSANCE-SANS-SORTIR-DU-CAPITALISME/4514> ; « Sortir de la croissance, c'est revenir à la réalité », entretien avec R. Godin, *Mediapart*, 5 novembre 2019, <https://www.mediapart.fr/journal/economie/051119/eloi-laurent-sortir-de-la-croissance-c-est-revenir-la-realite?onglet=full>.

Laurent publie cet automne *Et si la santé guidait le monde ? L'espérance de vie vaut mieux que la croissance*, dans lequel il ne reste pas au constat de la dégradation écologique planétaire, mais il tire un principe directeur pour s'engager dans une tout autre direction. En un mot, changer de boussole.